

Accord de confidentialité – Utilisateur **POST*CODE®**

Le présent Accord a été conclu le _____ 201X entre l'**Union postale universelle**, institution spécialisée des Nations Unies représentée par son Bureau international, dont le siège est situé à l'adresse suivante: Weltpoststrasse 4, 3000 BERNE 15, SUISSE (ci-après dénommée «UPU»),

et

(nom de la société/de l'organisation), dont l'établissement principal est situé à l'adresse suivante: _____, représentée par _____, fonction _____ (ci-après dénommée «société»).

L'UPU et la société envisagent de conclure un accord de licence concernant **Universal POST*CODE® DataBase** de l'UPU.

Pour évaluer la mesure dans laquelle une telle transaction est envisageable, chaque partie reconnaît et accepte qu'il lui sera nécessaire de révéler ou de fournir à l'autre partie des informations confidentielles, exclusives et qui renferment d'importants secrets commerciaux relatifs à ses activités.

En outre, les parties reconnaissent et acceptent que certaines de ces informations peuvent avoir été révélées ou fournies au cours de discussions préalables à la date d'entrée en vigueur du présent Accord.

Dans le cadre et en considération de l'échange mutuel d'informations dont la réception, l'adéquation et la pertinence sont reconnues par le présent Accord, et en vue des éventuelles transactions commerciales entre les parties et de toute autre considération, ainsi que pour la durée après la conclusion de la Licence, les parties conviennent de ce qui suit :

1. Définition des informations confidentielles

L'UPU et la société ont l'intention de s'échanger des informations, dont peut-être des informations confidentielles, aux fins décrites ci-dessus. Le terme «informations confidentielles» désigne toutes les informations ou données révélées par une partie (le «fournisseur») ou pour le compte de cette partie à l'autre partie (le «destinataire») dans le cadre du présent Accord, ou en prévision de ce dernier, et qui:

- a) si elles se présentent sous une forme tangible ou peuvent être converties sous une forme lisible, portent clairement la mention «exclusif», «confidentiel» ou «privé» au moment où elles sont révélées;
- b) si elles se présentent sous une forme orale ou visuelle, sont reconnues comme ayant un caractère exclusif, confidentiel ou privé au moment de leur divulgation et sont résumées par écrit de manière à recevoir la mention appropriée et à être diffusées dans un délai de dix jours à compter de leur divulgation par voie orale ou visuelle.

Cependant, en dépit de ce qui précède, les informations confidentielles sont censées inclure (sans limitation) des informations financières, des plans de marketing, des stratégies commerciales, des plans et des propositions, des listes de clients actuels et éventuels, des données concernant la recherche, le développement, le savoir-faire, les logiciels, les modèles, les motifs, le code source, les techniques, les systèmes, les processus, les droits d'auteur, les projets, les plans, les propositions et les diagrammes ainsi que toute autre information concernant le commerce, le marketing, les aspects techniques et scientifiques ou toute autre information du fournisseur qui, au moment où elle est divulguée, l'est dans un climat de confiance, ou pour laquelle les parties comprennent, sous réserve d'une appréciation commerciale raisonnable, qu'il s'agit d'une donnée confidentielle.

2. Filiales

Les termes «fournisseur» et «destinataire» se réfèrent aussi aux filiales de chaque partie, ainsi qu'aux intervenants tels que les courtiers, qui divulguent ou reçoivent des informations confidentielles. Les droits et obligations des parties au présent Accord concernent donc également ces filiales et peuvent être exercés par celles-ci ou à l'encontre de celles-ci.

3. Non-divulgaration et usage autorisé

Le destinataire reconnaît que sa relation à toute information confidentielle divulguée est basée sur la confiance. De même, il reconnaît que les informations confidentielles divulguées par le fournisseur ont une valeur économique. Le destinataire:

- a) n'utilise les informations confidentielles qu'aux fins établies par le présent Accord;
- b) empêche la divulgation ou la diffusion des informations confidentielles auprès de toute autre personne ou entité, sous réserve de l'accord préalable écrit du fournisseur, sauf s'il s'agit de divulguer des informations confidentielles à ses propres employés et à ses filiales, en cas de «besoin de savoir», si ces employés sont tenus par des accords écrits de confidentialité qui protègent les informations confidentielles des tiers;
- c) informe les employés qui ont accès aux informations confidentielles de leurs obligations dans ce domaine;
- d) ne reproduit les informations confidentielles que si cela s'avère nécessaire pour les employés qui sont habilités à les recevoir, tout en s'assurant que les mentions relatives à la confidentialité apparaissent dans leur intégralité sur les reproductions.

Aux fins du présent Accord uniquement, le terme «employés» comprend les tiers auxquels les parties au présent Accord font appel pour leurs travaux administratifs, leurs travaux de secrétariat et leurs travaux de programmation ou les entrepreneurs indépendants auxquels elles ont recours. Le «besoin de savoir» signifie que les employés ont besoin des informations confidentielles pour assumer leurs responsabilités aux fins du présent Accord.

4. Exceptions

Les obligations indiquées au § 3 ne s'appliquent en aucun cas aux informations confidentielles au sujet desquelles le destinataire peut prouver:

- a) qu'elles sont ou peuvent être diffusées auprès du public sans qu'il y ait violation du présent Accord;
- b) qu'elles étaient préalablement connues du destinataire et que le fournisseur n'était soumis à aucune obligation en matière de confidentialité;
- c) qu'elles ont été reçues par un tiers autorisé à divulguer ce type d'informations sans restriction;
- d) qu'elles ont été élaborées de manière indépendante par le destinataire sans qu'il ait été nécessaire d'utiliser les informations confidentielles du fournisseur;
- e) que leur divulgation a été autorisée par écrit par le fournisseur, mais seulement dans la limite de l'autorisation établie;
- f) que leur divulgation a été requise par la loi ou par un règlement, mais uniquement dans la mesure et aux fins des dispositions prises ;
- g) que leur divulgation répond à une ordonnance émise par un tribunal compétent, par une autre institution gouvernementale du pays des parties à l'Accord ou par toute subdivision politique de ces instances, mais uniquement dans la mesure et aux fins de ladite ordon-

nance, et uniquement si le destinataire prend des mesures raisonnables pour en informer en premier lieu le fournisseur, de manière à lui permettre de demander l'application d'une ordonnance préventive appropriée.

5. Manquement à l'obligation de signaler le caractère des informations confidentielles

Si le fournisseur manque, par inadvertance, à l'obligation de mentionner le caractère exclusif, confidentiel ou privé des informations qu'il souhaite traiter sous le sceau de la confidentialité, il doit en informer le destinataire. Le destinataire doit alors renvoyer au fournisseur les informations ne portant de mention, et ce dernier doit y substituer des informations portant les mentions pertinentes.

En outre, si le fournisseur manque, par inadvertance et au moment de divulguer les informations, à l'obligation de mentionner le caractère exclusif, confidentiel ou privé des informations orales ou visuelles qu'il souhaite traiter sous le sceau de la confidentialité, il doit en informer le destinataire et résumer les informations par écrit dans un délai de dix jours.

Les obligations du destinataire au titre du § 3, en ce qui concerne les informations faisant l'objet des dispositions du présent paragraphe, deviennent effectives à compter du moment où le fournisseur note le manquement à l'obligation de signaler ou d'identifier correctement le caractère des informations.

6. Lois régissant les exportations

Chaque partie est tenue de respecter les lois et règlements en vigueur en matière d'exportation pour toutes les données techniques reçues dans le cadre du présent Accord.

7. Renvoi des informations confidentielles

Les informations confidentielles, y compris les reproductions autorisées, seront considérées comme appartenant au fournisseur. Le destinataire doit, dans un délai de vingt jours suivant la demande écrite du fournisseur, lui renvoyer toutes les informations confidentielles (ou toute partie en étant désignée), y compris les reproductions de ces informations, ou, si le fournisseur le souhaite, détruire ces informations. Le destinataire doit aussi, dans un délai de dix jours suivant la demande écrite du fournisseur, certifier par écrit qu'il a rempli ses obligations au titre du présent paragraphe.

8. Redressement par injonction

Les parties acceptent qu'une violation, imminente ou actuelle, d'une disposition du présent Accord porterait au fournisseur un préjudice irréparable dont il serait difficile, voire impossible, d'établir avec certitude la valeur monétaire et pour lequel il n'existerait aucun recours judiciaire adéquat. Les parties acceptent aussi que le fournisseur soit autorisé à réclamer l'application de mesures temporaires et permanentes de redressement par injonction à l'encontre de telles violations sans qu'il soit nécessaire de prouver les préjudices réels subis en raison de ces violations, imminentes ou actuelles, en plus des autres droits et moyens de recours dont il dispose.

9. Relations entre les parties

Ni le présent Accord ni les discussions menées ou les informations divulguées ne doivent:

- a) être considérés comme un engagement dans le cadre d'une relation commerciale, d'un contrat ou d'un marché à conclure avec l'autre partie;
- b) empêcher l'une ou l'autre des parties de mener des discussions ou de s'acquitter de tâches analogues à celles visées dans le présent Accord, dans la mesure où ces discussions ou ces tâches ne vont pas à l'encontre du présent Accord.

Le présent Accord ne représente ni n'entraîne la formation d'un partenariat, d'une entreprise commune, d'un emploi ou d'une relation commerciale quelconque entre les parties. De même, il n'autorise en aucun cas l'une ou l'autre des parties à agir en tant qu'agent ou représentant de l'autre partie ni ne les incite à dépenser des fonds ou d'autres ressources en vue du développement de produits ou de services.

10. Appartenance des informations confidentielles

Ni le présent Accord ni les informations divulguées y étant visées ne permettent d'octroyer, de concéder ou de transférer autrement les brevets, droits d'auteur, marques de commerce ou autres droits exclusifs, à l'exception du droit d'utiliser les informations conformément aux dispositions du présent Accord.

Aucune garantie n'est fournie en ce qui concerne les informations confidentielles divulguées au titre du présent Accord ou l'utilisation qui peut en être faite, si ce n'est que le fournisseur garantit qu'il est habilité à divulguer les informations visées par le présent Accord.

11. Durée

Le présent Accord est applicable aux informations confidentielles divulguées pendant l'une des deux périodes ci-après, celle dont l'échéance est la plus proche étant retenue:

- a) deux ans à compter de la date de mise en œuvre la plus tardive par les parties dont la signature figure à la page suivante;
- b) jusqu'à la résiliation par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis écrit de trente jours, ou automatiquement en cas de résiliation du Contrat de licence.

Toutes les obligations contractées en ce qui concerne les informations confidentielles divulguées continueront d'être effectives après la résiliation du présent Accord, jusqu'à la plus tardive des deux échéances suivantes: 1° cinq ans à compter de la date de divulgation ou 2° la plus longue période autorisée aux termes du droit applicable.

12. Successeurs et ayants droit

Le présent Accord a force obligatoire pour les successeurs et les ayants droit respectifs des parties. Il peut faire l'objet d'une cession par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis écrit de trente jours au minimum. Aucune cession ne peut soulager le destinataire de ses obligations vis-à-vis des informations confidentielles lui ayant été révélées avant la cession. Toute cession ne respectant pas les dispositions du présent paragraphe sera considérée comme nulle.

13. Applicabilité

S'il est estimé qu'une disposition du présent Accord est non valable ou non applicable, cette disposition est considérée comme ayant été effacée du présent Accord et remplacée par une disposition valable et applicable qui, dans la mesure du possible, respecte l'intention des parties en se

conformant à la disposition d'origine. Les autres dispositions de l'Accord restent en vigueur.

14. Autorité

Chaque partie garantit qu'elle est habilitée à conclure le présent Accord pour son compte et celui de ses filiales.

15. Accord global

Le présent Accord représente l'entente globale entre les parties dans le cadre du sujet traité et l'emporte sur l'ensemble des communications, accords et ententes préalablement établis dans ce domaine. Les dispositions du présent Accord ne peuvent être modifiées, amendées ou annulées, sauf au moyen d'un instrument écrit dûment signé par les deux parties.

16. Règlement des différends, Arbitrage, For et droit applicable

Règlement des différends

Règlement amiable

Les Parties s'efforcent de régler à l'amiable tout litige, différend ou réclamation né du présent Contrat ou d'une contravention à celui-ci, de sa résiliation ou de sa nullité. Si les Parties souhaitent parvenir à un règlement amiable par voie de conciliation, elles appliquent le Règlement de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) ou toute autre procédure dont elles seraient convenues par écrit.

Arbitrage

Tout litige, différend ou réclamation entre les Parties né du Contrat ou d'une contravention à celui-ci, de sa résiliation ou de sa nullité, s'il n'est pas réglé à l'amiable en vertu de l'article ci-dessus dans les soixante (60) jours qui suivent la réception par une Partie de la demande écrite de règlement amiable émanant de l'autre Partie, est soumis par l'une ou l'autre des Parties à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI en vigueur.

Le nombre d'arbitre est fixé à un seul arbitre. Si les parties ne parviennent pas à désigner un arbitre dans les trente (30) jours suivant la réception de la notification d'une proposition tendant à nommer un arbitre, l'arbitre est nommé, à la demande de l'une des parties, par le Secrétaire général de la Cour Permanente d'arbitrage à la Haye, Pays-Bas. Le droit matériel applicable est le droit suisse. La sentence arbitrale est définitive et sans appel.

Tout recours à un tribunal ou à une autre juridiction est exclu.

Le lieu d'arbitrage est Berne et la langue est le français ou l'anglais.

Union postale universelle

Société

Nom: Luc Hauss

Nom:

Fonction: Chef de l'Unité Adressage

Fonction:

Date:

Date:

Signature: _____

Signature: _____